

Chine : de la puissance économique à la puissance politique, une trajectoire incertaine

vendredi 3 décembre 2010, par [Corinne VADCAR](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Corinne VADCAR](#), **Chine : de la puissance économique à la puissance politique, une trajectoire incertaine**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 3 décembre 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les Européens devraient se montrer moins béats vis-à-vis du développement chinois qui nie les facteurs humain, social et religieux, ceux-là même qui fondent l'esprit de liberté et de tolérance de l'Occident et qui ont fait sa puissance. Dans ce cadre comme dans la relation politico-commerciale, les Européens devraient se mettre en ordre de marche ferme et cohérente. Les Européens gagneraient, enfin, à se révéler plus ouverts sur les valeurs des autres, ne pas chercher à exporter systématiquement leurs normes et leurs standards alors même que l'Europe peine à être, désormais, un véritable acteur international et, par là-même, un modèle. Le dialogue et les échanges sur les idées, les valeurs, les concepts, etc. sont les seules voies pour réintégrer la Chine dans des logiques multilatérales.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb* est heureux de vous présenter cet article de Corinne Vadcar publié sous ce même titre dans le n°93 d'*Accomex*, "Chine. Du "Made in China" au "Consumed by Chinese", juin 2010, CCIP, pp. 5-8.

"Je suis désarçonné par l'ignorance des commencements, tout comme je suis désarçonné par le mystère des aboutissements" Gamal Ghitany

LA CHINE affirme de façon de plus en plus orgueilleuse son poids économique au reste du monde. Et on peut le concevoir tant son développement durant ces trois dernières décennies fascine. Cette fascination tourne parfois à la béatitude devant un acteur économique et politique devenu incontournable. De fait, nombreux sont les facteurs qui participent aux ressorts de la puissance économique chinoise :

- . la capacité de [la Chine](#) à inscrire ses politiques dans la constance et la définition d'investissements stratégiques à un horizon lointain ;
- . la consécration systématique des efforts de recherche au développement industriel et technologique ;
- . la propension à occuper tous les terrains afin de n'enregistrer aucun point faible et de ne pas être dépendant [\[1\]](#), au contraire d'une logique de développement des avantages comparatifs dans les économies occidentales ;
- . ou encore la mise en concurrence de tous les organismes de recherche du pays sans compter l'ambition universaliste de la politique chinoise d'accès aux marchés étrangers.

Mais, au-delà de ces ressorts implacables, on ne peut s'empêcher de se demander si des ressorts identiques peuvent participer à l'affirmation tout aussi orgueilleuse, sinon à court terme, du moins à l'horizon 2020-2030, d'une puissance politique chinoise. Les craintes de l'Occident à l'égard d'une Chine qui - sans parvenir à l'hyperpuissance américaine - se comporterait non seulement en acteur mais aussi en puissance capable d'arbitrer les rapports de force politiques au plan mondial ne sont pas minces. Elles se révèlent à bien des égards justifiées, tant les autorités ne tergiversent ni avec l'intégrité du territoire national, ni avec leurs intérêts stratégiques hors du territoire, ceux qui alimentent le développement économique chinois, c'est-à-dire l'accès aux ressources naturelles.

Pour l'environnement immédiat de la Chine comme pour la communauté internationale, ces deux axes, fondés par un principe d'intangibilité des frontières et une *realpolitik*, sont sources d'inquiétudes et ce, indépendamment de toute idée de visée hégémonique ou expansionniste chinoise dans le monde. Comme le titraient des journaux indiens début 2009, « *les problèmes internes du gouvernement chinois deviennent toujours, un jour ou l'autre, ceux de ses voisins* » [2]. Quant à la présence chinoise en Afrique ou au Moyen-Orient, facette la plus visible du *hard power* chinois, elle risque de s'exercer à terme de façon plus exacerbée dans ces régions où règne encore, pour l'instant, la *pax americana*.

Les autolimitations chinoises à l'exercice de la puissance politique

Les facteurs historiques et politiques

Une fois cela dit, on est amené à souligner combien la Chine est, toutefois, encline à une certaine auto-limitation dans l'exercice de son autorité politique sur la scène internationale. Certes, elle fait preuve de plus d'assurance à ce niveau. Mais force est de reconnaître qu'elle conserve tout de même une certaine défiance vis-à-vis de sa propre puissance. L'explication pourrait être historique. Le territoire chinois a, certes, une taille imposante, mais certaines de ses conquêtes expansionnistes passées ont été refoulées. Au demeurant, la tempérance chinoise nous semble venir d'un autre facteur : la posture que la Chine a délibérément adoptée en politique étrangère, celle d'un refus d'abandonner son statut quasi-syndromique de victime face à l'Occident, lequel l'empêche d'exercer une attitude responsable de grande puissance. « *Il est difficile (...) de jouer longtemps en attaque et en défense. Vient un moment où il faut choisir (...)* » [3].

Les défis politiques internes

Un autre facteur qui participe à l'autolimitation chinoise sur la scène internationale tient aux considérables défis politiques internes de ce pays-continent. Comme le souligne Nicolas Baverez, « *dans l'histoire (...), aucun État autoritaire n'a su gérer des contraintes pareilles sur le temps long* » [4]. La tentation de ne pas s'inscrire dans des alliances géopolitiques qui mineraient l'assise du PCC au pouvoir ou qui rompraient la montée en puissance économique du pays – on le voit notamment au Moyen-Orient où les Chinois observent une même distance à l'égard des Turcs, des Arabes, des Juifs et des Perses dans un souci de préservation de ses intérêts à plus ou moins long terme [5] – est symptomatique.

"Jouer solo" ou le refus de participer à la gouvernance mondiale

Le refus d'un jeu collectif au niveau international qui conduirait la Chine à assumer ses obligations et ses responsabilités internationales de grande puissance économique face à un certain nombre de défis mondiaux, est une forme d'autolimitation qui exprime aussi le rejet d'une gouvernance mondiale fonctionnant selon un modèle occidental. De fait, ce refus permettrait, à terme, de faire émerger la puissance politique chinoise, l'enjeu étant, pour les Chinois, d'imposer leur propre modèle. Pour autant, on voit mal la Chine casser la mondialisation, ni mettre l'accent, de façon exclusive, sur une dynamique régionale. Le régionalisme est incompatible avec les ambitions de la Chine d'avoir sa part dans la future

gouvernance mondiale.

Le *soft power* privilégié au *hard power*

Enfin, il convient de relever, plus qu'une autolimitation, la volonté de la Chine d'exercer une version douce de sa puissance sur d'autres terrains moins stratégiques. Son *soft power* - moins risqué et aux effets à long terme - s'exerce plus particulièrement par une politique de présence dans les organisations internationales. La participation massive au capital de la Banque mondiale depuis avril 2010 en est une illustration. Elle lui octroie la troisième place après les États-Unis et le Japon, avec des droits de vote passés de 2,77 % à 4,42 %. La *soft diplomacy* chinoise passe aussi de plus en plus par la captation de postes stratégiques dans les organismes internationaux. Zhu Min, gouverneur de la Banque de Chine, a été nommé Conseiller spécial de Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, ce qui est sans précédent ; il pourrait même accéder à la Direction générale lors de la succession.

Enfin, attentifs à l'évolution du monde et à sa complexité, les Chinois ont tout compris du caractère déterminant des normes et des standards dans le monde. Ils ont, au demeurant, été préservés de la crise financière, n'ayant pas adopté précédemment les normes et les standards occidentaux qui gouvernent les banques, les assurances ou les sociétés d'audit. Et il n'est pas invraisemblable qu'ils veuillent, un jour ou l'autre, aborder ces domaines avec leur propre vision [6]. Pour l'Europe, en retard dans ce domaine, alors qu'elle met en avant ces mêmes qualités de *soft power* et veut exporter ses propres normes, il y a là matière à s'inquiéter.

Les limites réelles à la puissance politique de la Chine

Au demeurant, et au-delà de ces autolimitations et des [faiblesses structurelles de la Chine](#) ([double fracture sociale et régionale](#), vieillissement des générations, réorientation du modèle économique) qui sont susceptibles d'influencer l'évolution économique, il existe un certain nombre de « vraies » limites - sans même parler de la résilience de la puissance américaine pour un certain nombre d'années encore - qui risquent de porter préjudice à l'émergence de la puissance politique chinoise.

L'absence de transparence

Le premier facteur réside dans l'absence de transparence des politiques et pratiques chinoises. Un premier exemple concerne les pratiques et politiques commerciales dont l'OMC vient justement de dénoncer le manque de transparence dans le cadre du troisième examen de la politique commerciale de la Chine depuis son adhésion à l'OMC ; un autre concerne le budget militaire : on peut penser que celui-ci est minoré de deux ou trois fois par rapport à la réalité. D'une façon générale, on ne peut s'empêcher de relever que « *les chiffres sont faits "à la main" : une large part des taux de croissance annoncés en 2009 semble difficilement crédibles, en particulier lorsqu'on observe l'évolution de la production d'électricité de la zone et lorsque l'on connaît le mode de comptabilité nationale relativement exotique utilisé pour calculer la richesse créée* » [7]. Certes, il n'y a aucun doute sur la réalité de l'émergence économique et financière chinoise. La compétitivité et la concurrence chinoises sont suffisamment visibles et palpables avec ou sans chiffres. Mais ce manque de transparence n'est pas sans rappeler la façon dont la *success story* soviétique s'est construite : des statistiques falsifiées qui ont entretenu une extraordinaire naïveté occidentale. En cas de chute du modèle chinois - auquel

nous sommes peu enclins à croire tant la lucidité des dirigeants chinois à mener le pays sur une trajectoire « sans faute » est remarquable –, le monde tomberait d'autant plus bas que la « *sinomania actuelle est bien plus forte que ne le fût jamais la "sovietomania" d'antan* » [8].

Un modèle sans message universel

Le second facteur qui laisse sceptique quant à la capacité de la Chine à devenir un vrai leader politique sur la scène internationale tient à une certaine vacuité de son modèle civilisationnel. Ce qui frappe, en effet, c'est que, « *pour la première fois dans l'histoire récente du monde, une grande puissance comme la Chine apparaît sur le devant de la scène internationale sans avoir un message universel à offrir* » [9]. Elle met en avant son poids matériel mais n'émet aucun contenu de nature à faire rêver et à l'aimer. De surcroît, le modèle chinois tel qu'il est conçu et mis en œuvre dans sa dimension économique est incompatible avec la finitude du monde, ce qui a de quoi éloigner les générations avides d'un monde où l'empreinte de l'homme serait moins forte.

« *Diriger, ce n'est pas peser lourd, ce n'est pas imposer, c'est attirer, entraîner (...). Le leadership n'existe qu'à condition d'être accepté* », souligne avec force François Fourquet [10]. Ce faisant, ce sont donc le modèle américain et sa capacité à innover qui continuent d'attirer la jeunesse. Le caractère autoritariste du régime chinois constitue, de surcroît, un facteur aggravant même si, dans le passé, d'autres puissances ne se sont pas exercées et maintenues autrement que par la force.

Le risque d'un excès de confiance

Cela conduit justement à se demander si la Chine ne risque pas de tomber dans un excès de confiance qui, s'il est justifié au regard de son parcours économique sans faute des trois dernières décennies, serait fatal au plan politique. Aujourd'hui, la Chine – compte tenu également de l'image ternie des économies capitalistes qui réintègrent un certain équilibre entre État et marché – peut se permettre d'être plus sûre d'elle-même sur la scène internationale. Son retour dans le concert des nations est normal. Mais il est aussi légitime qu'il inquiète et cherche à être contenu car on n'a jamais vu un pays qui, disposant de tous les attributs de la puissance, ne l'exerce pas. « *En politique internationale, la confiance est un atout, l'excès de confiance une faiblesse surtout lorsqu'elle débouche sur une forme d'autisme à l'autre* » [11]. Or, le souci prédominant des dirigeants chinois qui est d'assurer le maintien coûte que coûte du PCC au pouvoir – lequel n'empêche pas des luttes de pouvoir déstabilisatrices – peut amener à un certain aveuglement. « *Si la Chine ne communique pas avec un peu plus de finesse, elle risque de perdre le reste de son crédit auprès des opinions publiques mondiales* », selon Jacques Gravereau [12]. Elle a, d'ailleurs, fait quelque progrès avec le « consensus de Pékin » qui met l'accent sur son émergence pacifique.

L'esprit de revanche comme seul facteur d'émancipation

Cette inaptitude à être aimé s'explique aussi par le fait que la Chine est motivée, pour l'heure, par un esprit de revanche visant à retrouver une splendeur passée, celle de la Chine éternelle, celle-là même qui ne relevait pas de l'idéologie communiste. C'est là un paradoxe ! En alimentant cet esprit de revanche, la Chine s'engage dangereusement dans une logique nationale. L'humiliation nationale est ainsi moteur d'émancipation, relève Jean-Luc

Domenach [13]. La Chine risque alors d'avoir autant – sinon plus – de difficultés que la Russie à surmonter son passé.

L'opacité civilisationnelle comme barrière d'entrée dans la cour des grands

Rechercher dans la Chine millénariste son volontarisme, c'est, enfin, une sorte de fermeture aux autres civilisations. La Chine n'a pas reçu sa part de « *transfusion de civilisation* », selon l'expression de François Fourquet, faite de tolérance « *qui était la condition fondamentale pour qu'une puissance puisse exercer le leadership de l'économie-monde européenne ou pour porter le défi au leader* » [14]. Tant que les autorités chinoises estimeront que l'ouverture politique et civilisationnelle risque de remettre en cause le pouvoir du PCC et le précaire équilibre des forces et des faiblesses du pays, elles ne tenteront aucune hybridation : « *la version de la démocratie, centrée sur l'individu et la liberté de pensée, reste marquée du sceau de l'Occident, tant elle est ressentie comme une menace de chaos plus que comme un surcroît d'humanité* » [15]. Verra-t-on l'émergence d'un pluralisme philosophique ? Il faudrait alors qu'en plus d'une glasnost, la Chine procède à une perestroïka, jugent plusieurs analystes.

La créativité étouffée à terme faute d'État de droit ?

Là où l'exercice devient périlleux, c'est lorsque l'absence de réforme du régime politique gêne la capacité des Chinois à innover. La création s'est toujours accompagnée, à travers les siècles, de l'idée d'ouverture, de l'« esprit des Lumières ». Quand l'État de droit est inexistant, les succédanés ont leurs limites en matière de créativité. Tel est le cas de la concurrence exacerbée qui se joue entre laboratoires et centres de recherche. Tel est le cas également du rapatriement de la diaspora des professeurs chinois des meilleures universités américaines ou européennes. Car, d'une part, « *la vision technique et économique de l'expert, nourrie des informations circulant dans le monde, est toujours encadrée par l'horizon politique, et réciproquement* » en Chine [16]. D'autre part, seul l'accès libre aux données bénéficie à la connaissance globale. En matière de créativité et d'innovation, les interactivités sont nécessaires. Or, le verrouillage des connaissances et des informations, *via* notamment le contrôle du *web*, est inhibant en Chine. De même, un leadership politique mondial est impératif pour capter tout autant que pour diffuser de l'information dans le monde. C'est ce *leadership* qui a permis aux États-Unis d'élargir leur influence. Enfin, la tradition confucéenne ne comporte pas que des atouts car « *le savoir se transmet. Le rabâchage intensif et les concours permanents stérilisent les capacités d'imagination* » [17].

Une chose est d'aller au-delà du « copier-coller », ce que les Chinois semblent avoir déjà réalisé. Une autre est de passer les frontières technologiques. Aujourd'hui, la puissance – économique tout autant que politique – appartient à ceux qui dépassent effectivement ces frontières et non pas seulement à ceux qui assemblent l'existant, même dans les configurations les plus ingénieuses et les plus pertinentes. Sauf à ce que la Chine transcende ces frontières par une de ces anomalies historiques dont elle a le secret, la transformation du modèle chinois s'imposera d'une manière ou d'une autre et, dans tous les cas, le processus sera long et risque d'être tout à fait énigmatique tant « *les mouvements de balanciers sont plus nombreux que les phases radicales* » dans l'histoire chinoise [18].

*

Il en résulte que l'Occident doit probablement délaisser sa béatitude ou sa fascination de la Chine au profit d'une plus grande lucidité et d'une plus grande patience garantes d'une relation constructive avec cette nouvelle puissance économique. Les Occidentaux, et notamment les Européens, doivent être attentifs aux mutations de ce pays. Dans le domaine du droit, les transformations du pays sont loin d'être faibles, en matière de politique commerciale, depuis l'adhésion de Beijing à l'OMC, mais aussi au niveau de la propriété intellectuelle, du droit des sociétés commerciales, du droit de la concurrence, etc. Les Européens doivent aussi se révéler moins béats vis-à-vis du développement chinois qui nie les facteurs humain, social et religieux, ceux-là même qui fondent l'esprit de liberté et de tolérance de l'Occident et qui ont fait sa puissance. Dans ce cadre comme dans la relation politico-commerciale, ils doivent se mettre en ordre de marche ferme et cohérente. Les Européens doivent, enfin, se révéler plus ouverts sur les valeurs des autres, ne pas chercher à exporter systématiquement leurs normes et leurs standards alors même que l'Europe peine à être, désormais, un véritable acteur international et, par là-même, un modèle. Le dialogue et les échanges sur les idées, les valeurs, les concepts, etc. sont les seules voies pour réintégrer la Chine dans des logiques multilatérales.

Copyright juin 2010-Vadcar/Accomex-CCIP

Plus



Le sommaire complet du n°93 d'Accomex sur le site de la CCIP [Voir](#)

P.-S.

Rédacteur en chef des *Cahiers de Friedland - Regards croisés sur l'économie et les entreprises*, publication de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. A été, pendant plusieurs années, Coordinateur de la commission du commerce international de la CCIP, puis responsable du département Veille Internationale. cvadcar@ccip.fr

Notes

[1] Bouyeure Cyril, « Google, la Chine, le lièvre et la tortue », Les Échos, 17 février 2010.

[2] Dessertine Philippe (2010), in : Chinamérique - Un couple contre-nature ?, Le Cercle Turbot, Eyrolles, p. 143.

[3] Lesueur Jean-Thomas, « Stratégie de croissance : sortons enfin, des tranchées », La

Tribune, 1er avril 2010.

[4] Baverez Nicolas (2009), *Après le déluge*, Perrin.

[5] The Economist, « China and the Middle East- Walking Between the Raindrops », May 29th 2010.

[6] Claude Revel (2010), in : *Chinamérique - Un couple contre-nature ?*, op. cit., p. 31.

[7] Sabatier Pierre et Buchalet Jean-Luc, in : *Chinamérique - Un couple contre-nature ?*, op. cit., p. 39.

[8] Wolton Thierry, « La Chine est-elle menacée par le syndrome chinois ? », Le Monde, 15 janvier 2010.

[9] Moïsi Dominique, « L'automne de l'Occident », Les Échos, 31 mai 2010.

[10] Fourquet François, « Leadership mondial et tolérance », Le Monde, 23 février 2010.

[11] Moïsi Dominique, « Excès d'optimisme chinois », Les Échos, 3 mai 2010.

[12] Gravereau Jacques, « La Chine, de la fierté à l'orgueil », L'Usine Nouvelle, n° 3 183, 11 mars 2010.

[13] « Où va la Chine ? », Conférence Esprit public, 17 février 2010.

[14] Fourquet François, « Leadership mondial et tolérance », Le Monde, 23 février 2010.

[15] Crouigneau Françoise, « Une once de raison dans un univers de déraison », La Tribune, 4 décembre 2009.

[16] Segond Valérie, « Chine : les secrets d'une économie programmée », La Tribune, 1er juin 2010.

[17] Delalande Philippe, *Lettre confidentielle*, Asie 21- Futuribles, n° 29, mai 2010.

[18] Chambon Jean-Louis, in : *Chinamérique - Un couple contre-nature ?*, op. cit., p. 126.